



La réforme du lycée et Parcoursup devant le Sénat

"On me taxe de vertical. Mais le comité de suivi de la réforme (du lycée) existe. Et je suis très ouvert". Pour JM Blanquer, comme pour F Vidal, auditionnés le 8 janvier par la Commission de l'éducation du Sénat, la réforme du lycée et Parcoursup se mettent en place sans problème. Mais même si les sénateurs sont majoritairement très favorables à ces réformes, leur expérience leur a permis de soulever trois questions intéressantes.

Tromperie sur les maths



Ainsi JM Blanquer a du défendre sa réforme des maths en lycée général. Et il n'a pas hésité à promener les sénateurs. "J'assume complètement la hausse du niveau d'exigence en lycée", a dit le ministre. Les associations de professeurs de maths, particulièrement l'Apmp, dénoncent la sortie des maths du tronc commun et la mise en place d'une spécialité de très haut niveau qui décourage de nombreux élèves. "Ceux qui abandonneront la spécialité en terminale pourront aller vers une spécialité maths complémentaires qui sera ouverte dans tous les lycées", a répondu JM Blanquer. Mais en fait maths complémentaires n'est pas une spécialité mais une option. Et cela change tout. Elle ne rapporte pas de points au bac et donc son contenu et l'engagement des élèves seront à géométrie variable selon les établissements. Les élèves n'ont pas le droit d'exiger d'y être affectés. L'ouverture dépend de chaque lycée. Enfin l'option n'a pas d'heures fléchées et son ouverture se ferait aux dépens des autres options. On mesure l'écart entre les propos du ministre et la réalité...

Panne d'arguments sur les inégalités sociales

Le deuxième point a été soulevé par les questions des sénateurs Max Brisson (LR) et Pierre Ouzoulias (PC). Max Brisson relève que les triplettes de spécialités nouvelles sont prises par les élèves défavorisés alors que les favorisés s'en tiennent aux bonnes vieilles formules. Par exemple 69% des élèves ont pris la spécialité maths mais 76% des privilégiés. P Ouzoulias remarque qu'avec Parcoursup le nombre de bacheliers pros suivant des études supérieures a baissé en 2019. Tous deux posent donc la question des effets inégalitaires de la réforme.

Et là les ministres ont séché. JM Blanquer a dit que "les établissements favorisés ont un pourcentage important d'élèves qui ont pris des triplettes pas classiques" , ce qui ne veut pas dire grand chose. Et F Vidal estime que s'il y a moins de bacheliers pros suivant des études supérieures c'est parce qu'ils sont démoralisés"... La vérité c'est que la réforme du lycée n'a pas gommé les inégalités sociales et de genre. Les maths et les sciences restent la voie royale des plus favorisés. Les filles choisissent davantage les lettres et les garçons les sciences. La réforme maintient les inégalités, comme nous l'écrivions en novembre 2019.

Et peur pour les E3C

Le troisième sujet délicat concerne les nouvelles épreuves du contrôle continu du bac (E3C). Leur organisation est menacée dans plusieurs lycées. Le ministre s'est voulu rassurant. "Je n'ai pas d'inquiétude. Là où il y aurait des problèmes ce serait pour des raisons sociales... Ne pas corriger serait un acte de grève. J'ai confiance dans les professeurs car tout désordre serait nuisible à leur établissement". Mais "l'institution s'organise pour que les corrections aient lieu" et la numérisation des copies doit "mettre fin à tous les incidents du bac". C'est à voir...